



BANQUE CENTRALE EUROPÉENNE
EUROSYSTEME

DÉCLARATION DE POLITIQUE MONÉTAIRE

Francfort-sur-le-Main, le 30 avril 2026

CONFÉRENCE DE PRESSE

**Christine Lagarde, présidente de la BCE,
Luis de Guindos, vice-président de la BCE**

Bonjour, le vice-président et moi-même vous souhaitons la bienvenue à cette conférence de presse.

Le Conseil des gouverneurs a décidé ce jour de laisser inchangés les trois taux d'intérêt directeurs de la BCE. Si les informations disponibles correspondent globalement à notre précédente évaluation des perspectives d'inflation, les risques à la hausse sur l'inflation et les risques à la baisse sur la croissance se sont intensifiés. Nous entendons mener notre politique monétaire de façon à assurer la stabilisation de l'inflation au niveau de notre objectif de 2 % à moyen terme.

La guerre au Moyen-Orient a provoqué une forte augmentation des prix de l'énergie, qui pousse l'inflation à la hausse et pèse sur le climat économique. Les effets de la guerre sur l'inflation à moyen terme et l'activité économique dépendront de l'intensité et de la durée du choc sur les prix de l'énergie et de l'ampleur de ses effets indirects et de second tour. Plus la guerre se prolongera et plus les prix de l'énergie resteront longtemps à des niveaux élevés, plus l'incidence probable sur l'inflation globale et l'économie sera forte.

Nous restons en bonne position pour faire face à l'incertitude actuelle. L'inflation dans la zone euro se situait autour de notre objectif de 2 % au début de la période de forte hausse des prix de l'énergie, et l'économie a bien résisté au cours des derniers trimestres. Les anticipations d'inflation à long terme demeurent solidement ancrées, même si les anticipations à des horizons plus courts ont nettement augmenté.

Nous surveillerons de près la situation et suivrons une approche s'appuyant sur les données pour définir, réunion par réunion, l'orientation appropriée de la politique monétaire. Plus particulièrement, nos décisions relatives aux taux directeurs seront fondées sur notre évaluation des perspectives

Banque centrale européenne
Direction générale Communication
Sonnemannstrasse 20, 60314 Francfort-sur-le-Main, Allemagne
Tél. : +49 69 1344 7455, courriel : media@ecb.europa.eu, site Internet : <https://www.ecb.europa.eu>

La reproduction est autorisée à condition de citer la source.

d'inflation et des risques qui les entourent, compte tenu des données économiques et financières disponibles, de la dynamique de l'inflation sous-jacente et de la force de la transmission de la politique monétaire. Nous ne nous engageons pas à l'avance sur une trajectoire de taux particulière.

Les décisions que nous avons prises aujourd'hui sont présentées dans un [communiqué de presse](#) disponible sur notre site Internet.

Je voudrais à présent décrire de façon plus détaillée comment nous envisageons l'évolution de l'économie et de l'inflation, puis j'expliquerai notre évaluation des conditions financières et monétaires.

Activité économique

L'économie de la zone euro affichait un certain dynamisme quand les turbulences en cours se sont fait jour. Le PIB en volume a crû de 0,1 % au premier trimestre 2026, selon l'estimation rapide préliminaire d'Eurostat. La demande intérieure reste le principal moteur de la croissance, soutenue par un marché du travail robuste. Toutefois, les perspectives économiques sont très incertaines et dépendront de la durée de la guerre au Moyen-Orient et de l'importance de ses effets sur les marchés de l'énergie et des autres matières premières ainsi que sur les chaînes d'approvisionnement mondiales.

Les données disponibles laissent à penser que le conflit pèse sur l'activité économique. Les enquêtes signalent un ralentissement de la croissance, alors que la confiance en l'avenir des consommateurs et des entreprises est en retrait depuis que la guerre a éclaté. L'allongement des délais de livraison et la hausse du coût des intrants laissent entrevoir une montée des tensions sur les chaînes d'approvisionnement.

Pour la période à venir, les coûts élevés de l'énergie devraient continuer de peser sur les salaires réels, freinant la consommation et les investissements des ménages et des entreprises. Le chômage est resté à un niveau proche de ses points bas de très long terme en mars, à 6,2 %, mais la demande de main-d'œuvre s'est encore atténuée. Cela étant, la situation financière des ménages demeure solide, et l'investissement devrait rester soutenu par la hausse des dépenses publiques consacrées à la défense et aux infrastructures ainsi que par l'accélération des investissements des entreprises dans les nouvelles technologies numériques. Cette situation de départ favorable devrait permettre d'amortir quelque peu les retombées de la guerre.

Le Conseil des gouverneurs souligne le besoin urgent de renforcer l'économie de la zone euro tout en maintenant des finances publiques saines. Les mesures budgétaires prises face au choc des prix de l'énergie devraient être temporaires, ciblées et adaptées. Les réformes visant à renforcer le potentiel de croissance de la zone euro et à accélérer la transition énergétique en vue de réduire la dépendance aux combustibles fossiles sont plus vitales que jamais. L'achèvement de l'union pour l'épargne et l'investissement est fondamental pour financer l'innovation, soutenir les transitions écologique et numérique et améliorer la productivité. L'euro numérique et la monnaie de banque centrale interbancaire tokenisée consolideront l'autonomie stratégique, la compétitivité et l'intégration financière de l'Europe, et stimuleront l'innovation dans le domaine des paiements. Il est donc essentiel d'adopter rapidement le règlement établissant l'euro numérique. La simplification et l'harmonisation des règles dans l'ensemble du marché unique de l'UE favoriseront une croissance plus rapide des entreprises européennes.

Inflation

L'inflation s'est accélérée en avril, à 3,0 %, après 2,6 % en mars et 1,9 % en février. Cette dynamique résulte de la flambée des prix de l'énergie causée par la guerre au Moyen-Orient. La hausse des prix de l'énergie a bondi à 10,9 % en avril, après 5,1 % en mars. L'augmentation des prix des produits alimentaires s'est quant à elle quelque peu renforcée en avril, à 2,5 %. L'inflation hors énergie et produits alimentaires est revenue à 2,2 %, contre 2,3 % en mars, sous l'effet d'un ralentissement de la hausse des prix des services de 3,2 % en mars à 3,0 %. Le renchérissement des biens s'est accentué, à 0,8 %, contre 0,5 % en mars.

Les indicateurs relatifs à l'inflation sous-jacente ont peu varié ces derniers mois. À ce stade, l'outil de suivi des salaires de la BCE et les enquêtes sur les anticipations relatives aux salaires continuent de signaler une baisse des coûts de main-d'œuvre courant 2026. Mais les enquêtes pointent aussi vers une hausse d'autres composantes des coûts et des anticipations relatives aux prix de vente. Les anticipations d'inflation ont nettement augmenté à des horizons à plus court terme. La plupart des mesures des anticipations d'inflation à long terme s'établissent autour de 2 %, ce qui soutient l'hypothèse d'une stabilisation de l'inflation autour de l'objectif à moyen terme.

Du fait de l'augmentation des prix de l'énergie, l'inflation se maintiendra à un niveau nettement supérieur à 2 % à court terme. Avec la prolongation de la période de prix de l'énergie élevés, l'incidence probable sur l'inflation globale à travers les effets indirects et de second tour se renforce.

Nous surveillerons par conséquent de près l'ampleur et la durée de cette envolée des prix de l'énergie ainsi que ses répercussions sur la formation des prix et des salaires, les anticipations d'inflation et la dynamique économique dans son ensemble.

Évaluation des risques

Les risques pesant sur les perspectives de croissance sont orientés à la baisse. La guerre au Moyen-Orient demeure un risque baissier pour l'économie de la zone euro, accentuant la volatilité de l'environnement politique mondial. Une prolongation des perturbations de l'approvisionnement en énergie pourrait se traduire par une hausse des prix de l'énergie plus forte et plus durable qu'anticipé actuellement. Ces facteurs éroderaient les revenus et rendraient les entreprises et les ménages plus réticents à investir et à dépenser. Le frein à la croissance se renforcerait si la fermeture d'importantes routes maritimes venait à causer de sévères pénuries d'intrants essentiels forçant les entreprises de la zone euro à réduire leur production. Une détérioration de la confiance sur les marchés financiers mondiaux pourrait brider davantage la demande. Des frictions supplémentaires dans les échanges commerciaux internationaux pourraient exacerber les perturbations des chaînes d'approvisionnement, réduire les exportations et affaiblir la consommation et l'investissement. D'autres tensions géopolitiques et, en particulier, la guerre injustifiée menée par la Russie contre l'Ukraine, demeurent une source majeure d'incertitude. Cela étant, la croissance pourrait aussi être plus forte si l'économie répondait mieux aux perturbations causées par la guerre au Moyen-Orient ou si le conflit se terminait plus vite qu'attendu actuellement. De plus, les dépenses prévues en matière de défense et d'infrastructures, les réformes visant à améliorer la productivité et l'adoption par les entreprises de la zone euro de nouvelles technologies pourraient soutenir la croissance davantage que prévu. De nouveaux accords commerciaux et une plus forte intégration du marché unique seraient aussi de nature à attiser la croissance au-delà des anticipations actuelles.

Les risques pesant sur les perspectives d'inflation sont orientés à la hausse. Si les prix de l'énergie augmentent davantage et plus durablement qu'envisagé actuellement, l'accélération de l'inflation dans la zone euro serait encore plus forte. Une telle dynamique pourrait être renforcée et devenir plus persistante si la hausse des prix de l'énergie se diffusait davantage qu'attendu aux autres prix et aux salaires, si les anticipations d'inflation à long terme augmentaient de ce fait ou si les chaînes d'approvisionnement mondiales étaient plus largement perturbées. Les tensions commerciales actuelles pourraient aussi entraîner une plus grande fragmentation des chaînes d'approvisionnement mondiales, réduire l'offre de matières premières critiques et aggraver les contraintes de capacité au

sein de l'économie de la zone euro. À l'inverse, l'inflation pourrait être plus faible si les conséquences économiques de la guerre au Moyen-Orient étaient de plus courte durée qu'anticipé actuellement ou si les effets indirects et de second tour s'avéraient moins prononcés. Des marchés financiers plus volatils et plus réticents à prendre des risques pourraient peser sur la demande et ainsi faire également reculer l'inflation.

Conditions financières et monétaires

La guerre au Moyen-Orient a entraîné une forte volatilité sur les marchés financiers mondiaux. Les conditions financières globales restent plus strictes qu'avant la guerre.

Le coût du financement par endettement de marché est passé à 3,9 % en mars, contre 3,5 % en février. Les taux d'intérêt bancaires appliqués aux entreprises – sur la base de données récoltées avant le début de la guerre – ont légèrement reculé, à 3,5 % en février, alors que les taux hypothécaires se sont maintenus à 3,4 %.

Le taux de croissance annuel des prêts bancaires aux entreprises a augmenté en mars, à 3,2 %, après 3,0 % en février, tandis que celui des émissions d'obligations d'entreprises a baissé à 3,9 %, après 4,5 % en février. Selon notre dernière enquête sur la distribution du crédit bancaire dans la zone euro, les critères d'octroi des crédits aux entreprises se sont resserrés au premier trimestre. Ce durcissement résulte principalement des inquiétudes croissantes des banques face aux risques économiques auxquels leurs clients sont confrontés. La demande de prêts émanant des entreprises, notamment à des fins d'investissement fixe, a légèrement fléchi au premier trimestre.

L'encours des prêts hypothécaires s'est accru de 3,0 % en mars, contre 3,1 % en février, dans un contexte de faible resserrement des critères d'octroi et de demande inchangée.

Conclusion

Le Conseil des gouverneurs a décidé ce jour de laisser inchangés les trois taux d'intérêt directeurs de la BCE. Nous entendons mener notre politique monétaire de façon à assurer la stabilisation de l'inflation au niveau de notre objectif de 2 % à moyen terme. Nous suivrons une approche s'appuyant sur les données pour définir, réunion par réunion, l'orientation appropriée de la politique monétaire. Nos décisions relatives aux taux directeurs seront fondées sur notre évaluation des perspectives

d'inflation et des risques entourant ces perspectives, compte tenu des données économiques et financières disponibles, de la dynamique de l'inflation sous-jacente et de la force de la transmission de la politique monétaire. Nous ne nous engageons pas à l'avance sur une trajectoire de taux particulière.

En toute hypothèse, nous nous tenons prêts à ajuster l'ensemble de nos instruments, dans le cadre de notre mandat, pour assurer la stabilisation durable de l'inflation au niveau de notre objectif à moyen terme et pour préserver la bonne transmission de la politique monétaire.

Nous sommes maintenant prêts à répondre à vos questions.

Veillez consulter la version anglaise pour les termes exacts approuvés par le Conseil des gouverneurs.